



Grand Contournement Ouest de Strasbourg :
Soutien aux grévistes de la faim
pour un arrêt immédiat des travaux et un moratoire sur le projet

Nous, syndicats CGT de VINCI, réunis ce jour en Assemblée Générale :

Nous affirmons notre soutien aux militants en grève de la faim depuis plus de trois semaines, pour demander un arrêt immédiat des travaux et un moratoire, afin de remettre sereinement à plat ce projet. Quatre des dix grévistes du début ont déjà dû arrêter leur action, et M. Pierre Rosenszweig, 69 ans, vient récemment de faire un malaise. Malgré le soutien apporté à leurs demandes par 200 élus alsaciens et allemands, M. Emmanuel Macron n'a pas jugé utile de les rencontrer lors de son passage à Strasbourg, le 4 novembre. Nous demandons à l'Etat d'engager au plus tôt le dialogue, afin d'éviter le pire.

Nous dénonçons les libertés prises par le Gouvernement avec les procédures d'enquête publique, en annonçant à l'avance qu'il délivrerait son autorisation environnementale au projet, et en dépit d'un nouvel avis défavorable du Conseil National de la Protection de la Nature. A Strasbourg ou ailleurs, il y a décidément quelque chose de vicié dans ces procédures, dès lors qu'elles ne permettent pas d'envisager des alternatives, et servent à faire passer des coalitions d'intérêts particuliers pour l'intérêt général.

Nous rejoignons les analyses de l'Union Départementale CGT du Bas-Rhin, qui s'est prononcée l'an dernier contre le GCO, « *après avoir étudié avec beaucoup de minutie le projet* » : nous disons non à un projet de couloir à camions européen, conçu pour alimenter les caisses déjà bien pleines de VINCI Autoroutes, au détriment de la santé des strasbourgeois et sans améliorer significativement leurs conditions de circulation. Nous dénonçons la médiocrité des mesures de « *compensation* » écologique bricolées par VINCI et plusieurs fois dénoncées par le CNPN, qui mettent en danger des espèces protégées et accentuent les destructions de terres agricoles.

Nous condamnons les propos diffamatoires tenus le 8 octobre par M. Pierre Coppey, directeur général adjoint de VINCI Autoroutes, assimilant les démonstrations de colère des opposants à la « *violence terroriste* », et dénonçant « *la violence sans précédent* » à laquelle seraient confrontés les salariés de VINCI et des entreprises travaillant sur le projet. Nous invitons ce Monsieur à se rendre sur place découvrir les réalités d'un combat fort pacifiste, et les salariés à prendre modèle sur ces ouvriers du chantier de la Plaine à Marseille qui, il y a quelques jours, ont fait jouer leur droit de retrait après avoir été bloqués par des opposants.

Le chantage à l'emploi ne nous oblige pas à épouser la cause de nos employeurs, ni à réclamer la « *protection* » de la police. Nous réaffirmons notre volonté de travailler à construire un monde meilleur, plus juste et plus vivable, plutôt que de saccager un peu plus une planète en danger – pour le seul bénéfice à court terme d'actionnaires insatiables. Quel monde allons-nous laisser à nos enfants ?

Montreuil, le 15 novembre 2018